

## **AU CONGRÈS DE LA C.G.T.-F.O.**

### **Intervention d'Alexandre HÉBERT (Sténogramme de l'intervention)**

Camarades, nous sommes au cœur du débat. Je voudrais dire que si nous devons faire le 24 mai et nous allons le faire, il ne faudrait pas que certains se trompent. Il ne s'agit pas d'un ralliement à qui que ce soit et en tout cas pas à ceux qui pensent que le syndicalisme aujourd'hui, force de contestation comme ils disent, pourrait demain se transformer en courroie de transmission.

Nous sommes confrontés, on l'a dit, à une crise du système capitaliste, pas simplement crise gouvernementale, mais une crise mondiale, et je voudrais rappeler qu'il y a un certain rapport Mansholt qui aujourd'hui nous propose la croissance zéro, comme objectif.

Il est vrai qu'il se trouve des idéologues «de gauche» pour trouver que la production cela pollue, et que par conséquent, il faudrait arrêter de produire, comme si l'objectif du mouvement syndical n'avait pas été toujours de travailler inlassablement à la satisfaction des besoins matériels des hommes et comme si ces besoins matériels pouvaient se satisfaire simplement par de bonnes paroles.

Donc camarades, aujourd'hui, nous sommes confrontés à toutes sortes de propagandes.

Mais il y a d'abord les dispositions du gouvernement actuel, le plan Barre. Il se trouve que nous combattons les dispositions de M. Barre, parce que M. Barre prétend interdire au mouvement syndical, à tous les niveaux, de négocier et de contracter, en fonction des intérêts dont il a la charge.

M. Barre remet en cause, en effet, il n'a pas osé l'abolir, la loi du 11 février 1950 et nous disons, camarades, que cette politique est une politique qui à la longue, pourrait être dangereuse pour l'ensemble de nos libertés démocratiques.

Mais, là aussi, il faut s'entendre. J'entends parfois des gens qui reprochent à Barre de ne pas être suffisamment efficace. Tel n'est pas mon avis. Soyons clairs: nous serions demain tout aussi bien contre un plan Rocard et quand je dis cela camarades, c'est qu'il y a déjà des textes qui circulent; oh, camarades, Pierre Lambert vous en citait un, je l'ai aussi: «la planification démocratique», qu'est-ce que c'est? Je voudrais qu'on m'explique ce que c'est.

Et lorsque je vois qu'il faut «*augmenter la part des salariés dans le revenu national*», cela me rappelle de vieux souvenirs!

Il y avait avant la guerre un homme qui s'appelait De Man il disait: «*Plus le gâteau sera gros, plus les parts seront belles*». L'ennui, c'est qu'aujourd'hui le gâteau ne grossit pas, il aurait plutôt tendance à se réduire et je ne pense pas qu'on pourrait le faire augmenter par un simple changement de personnel gouvernemental.

Donc nous sommes inquiets lorsque nous lisons qu'il «*faut accroître la productivité par l'organisation du travail réalisé avec le concours effectif des travailleurs, par un plan d'équipement élaboré avec le concours des travailleurs et appliqué avec leur concours*».

Qu'est-à-dire camarades?

Je vous dis tout de suite que cette politique-là c'est effectivement une forme de stakanovisme, c'est

de nouveau, produire, produire, revendiquer ensuite... (*applaudissements*).

Les camarades qui écrivent ce texte sont un peu en avance, nous ne sommes pas encore en 1978.

Alors, il faut être clair; je veux bien qu'on reproche à Bergeron d'être réformiste, Bergeron il est réformiste et il le dit, il a du mérite, parce que vous savez, aujourd'hui c'est comme être de droite, ils sont tous de gauche et être réformiste c'est mal vu. Alors je rends hommage au courage de Bergeron mes camarades, il vaut mieux être syndicaliste réformiste que néosocialiste ou néo-syndicaliste, cela aussi, l'histoire nous l'a appris, nous n'avons pas oublié Marcel Déat!

Alors, je suis inquiet lorsque je lis dans un autre texte qui circule aussi que «*nous revendiquerons toujours la participation à la gestion des entreprises*». Mais de quelles entreprises camarades? Des entreprises capitalistes? Rassurez-vous, dans le cadre du système capitaliste les patrons s'en chargent fort bien, ils n'ont pas besoin de nous. Contentons-nous de défendre au mieux les intérêts ouvriers, cela doit suffir pour occuper notre activité.

Et voyez-vous, lorsque je lis aussi que, «*au fil de l'action réformatrice de chaque jour...*» vous savez, les réformateurs, ce n'est pas les réformistes, c'est J.-J. Servan-Schreiber... (rires)... le texte estime que «*le syndicalisme a vocation de participer sur le terrain qui est le sien à la transformation fondamentale des structures de l'économie...*». Alors, camarades, on ne va pas changer de société, on va transformer les structures...

Mais ces camarades ne sont pas comme Bergeron des réformistes, eux, ils se veulent révolutionnaires, mais de curieux révolutionnaires qui voudraient faire l'économie d'une révolution... (*applaudissements*).

Et je voudrais conclure là-dessus; voilà qu'on nous reparle de l'unité organique. Certains camarades ont la nostalgie de l'unité organique, moi je l'ai connue, au bénéfice de l'âge, je l'ai connue et je n'en ai pas la nostalgie et je crains fort que ceux qui, dans nos rangs, sont en train d'emboucher la trompette de la reconstitution de l'unité organique, ou ils sont sous-marins, ou ils sont masochistes!

Quant à l'unité d'action, camarades, je vous dis, pour dîner avec le diable il faut une longue cuillère, nous l'avons vu le 28 avril à Nantes. Vous savez, à Nantes, c'est bizarre, il y a des camarades qui ont fait le 7 octobre et ils nous ont accusés parce qu'on ne l'a pas fait, et le 7 octobre ils ont manifesté à l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T. Il se trouve que le 28 avril nous avons élaboré une plateforme commune, les autres nous avaient suivis, eh bien, les mêmes qui ont fait le 7 n'ont pas fait le 28. Voyez, comme c'est facile les choses.

Dès lors, qu'on se situait sur un terrain de classe, ils n'étaient plus là!

Je vous dis une chose: n'oubliez pas Nantes. Soyez prudents.

Camarades, nous allons combattre le plan Barre, nous n'avons jamais cessé de le faire ! Nous combattons la politique des revenus, même si demain elle s'appuie sur la planification démocratique ou non, et c'est parce que nous sommes, nous, à la C.G.T. -F.O. effectivement les continuateurs de la vieille C.G.T., que nous connaissons son histoire, qu'on ne nous fera plus le coup de vouloir nous associer à une «*planification démocratique*» conduisant à nous associer à la gestion des entreprises capitalistes.

Camarades, le 24 mai nous manifesterons sur nos propres mots d'ordre et en ayant bien soin de ne pas perdre nos objectifs de vue et en tout cas, de ne pas nous laisser entraîner sur le terrain syndicalo-politique ou peut-être même ici, certains voudraient nous emmener.

-----